

**CHAMBRUN (M. Gilbert de), Député du département de la Lozère.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la presse, de la radio et du cinéma (p. 2555).

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du rapport de M. Cudenet sur les opérations électorales du département de Vaucluse ; *Ses explications de vote* [18 juillet 1946] (A., p. 2712).

**CHAMPEIX (M. Marcel), Député du département de la Corrèze.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommé membre de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [4 juillet 1946] (p. 2586). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

**Dépôt :**

Le 2 août 1946, une proposition de loi tendant à l'organisation de l'enseignement post-scolaire agricole et agricole ménager, n° 371.

**Interventions :**

Est entendu dans la discussion du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'Exercice 1946 ; Art. 150 : *Son amendement sur les élevages-pépinières de Pompadour* [29 septembre 1946] (p. 4064).

**CHARBONNEL (Mme Paulette), Député du département de l'Aisne.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). = Est nommée membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-

arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 8 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à organiser des bureaux de vote dans tous les établissements hospitaliers et à étendre le droit de vote par correspondance aux personnes immobilisées chez elles pour des raisons de santé, n° 401. — Le 11 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique sur la proposition de loi de M. Hugues et plusieurs de ses collègues tendant à l'abrogation des dispositions de la loi du 11 septembre 1941 concernant les herboristes, n° 739. — Le 12 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs sur les propositions de résolution : 1° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer la célébration, par une commémoration nationale, du centenaire de la Révolution française de 1848 ; 2° de M. Juglas et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à préparer la commémoration du centenaire de la Révolution de 1848, de l'établissement du suffrage universel et de la Seconde République, n° 768.

**CHARLOT (M. Jean), Député du département du Var.**

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). = Est nommé membre : de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des moyens de communication (chemins de fer, marine marchandé et pêches, lignes aériennes) et des postes, télégraphes, téléphones (*ibid.*).

**Dépôts :**

Le 18 juillet 1946, une proposition de loi tendant à accorder aux déportés politiques,

ayant regagné leurs foyers avant le 1<sup>er</sup> mars 1945, les avantages dont jouissent ceux dont le retour a été postérieur à cette date, n° 186. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à annuler l'acte dit « loi du 27 août 1940 » relatif à la circulation des véhicules automobiles, n° 244. — Le 8 août 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de résolution de M. Minjoz et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à suspendre l'application de l'acte dit loi du 25 septembre 1941 relatif au recensement des propriétaires des véhicules automobiles, n° 420. — Le 10 septembre 1946, un rapport au nom de la Commission de l'équipement national et de la production (travaux publics, mines, forces motrices) sur la proposition de loi de M. Charlot et plusieurs de ses collègues tendant à annuler l'acte dit « loi du 27 août 1940 » relatif à la circulation des véhicules automobiles, n° 698.

#### Interventions :

Participe à la discussion du projet de loi sur la liquidation des surplus acquis par l'Etat ; Art. 2 : *Son amendement concernant la composition du conseil d'administration de la société nationale* [9 août 1946] (A., p. 3144) ; *Son second amendement tendant à insérer un nouvel article concernant la responsabilité de ce conseil* (p. 3145) ; *le retire* (p. 3146). — Intervient dans le débat sur la fixation de la date de discussion d'interpellation sur l'essence [12 septembre 1946] (p. 3687). — Participe à la discussion de propositions de loi relatives à l'élection des Députés ; Art. 10 : *Soutient l'amendement de M. Lejeune* [1<sup>er</sup> octobre 1946] (p. 4305).

#### CHARPENTIER (M. René), Député du département de la Marne.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). — Est nommé membre : de la Commission de l'agriculture [26 juin 1946] p. 2554 ; de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression (p. 2555). — Est désigné comme juré à la Haute Cour de justice [4 juillet 1946] (p. 2587).

#### Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter les moyens de traction des agriculteurs et à les améliorer par le développement de la motorisation, n° 62. — Le 18 juillet 1946, un rapport fait au nom de la Commission de l'agriculture sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à remettre en vigueur la loi du 15 août 1936 et à donner à l'Office national interprofessionnel des céréales les attributions qu'avait l'Office du blé pour la fixation du prix du blé, n° 156. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir au plus tôt un plan de production laitière après fixation préalable du prix d'achat du lait à 10 francs le litre au minimum, n° 199. — Le 23 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à porter à 20.000 francs le montant de l'abattement pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles, n° 229. — Le 9 août 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à mettre rapidement en œuvre un plan complet de rééquipement de l'agriculture française et à en prévoir le financement, n° 468. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à abroger les articles 7 et 9 de l'ordonnance du 17 juillet 1945 sur le ravitaillement, n° 691. — Le 27 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à augmenter la ration de pain, à diminuer le taux de blutage et à répartir plus justement les contingents de farine de seigle, n° 1082.

#### Interventions :

En qualité de *Rapporteur* de la commission de l'agriculture, donne lecture de son rapport sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet concernant les attributions de l'Office national et interprofessionnel des céréales et la remise en vigueur de la loi du 15 août 1936 [19 juillet 1946] (A., p. 2735).

#### CHARPIN (M. Joannès), Député du département du Rhône (1<sup>re</sup> circonscription).

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2532). — Est nommé membre : de la Com-